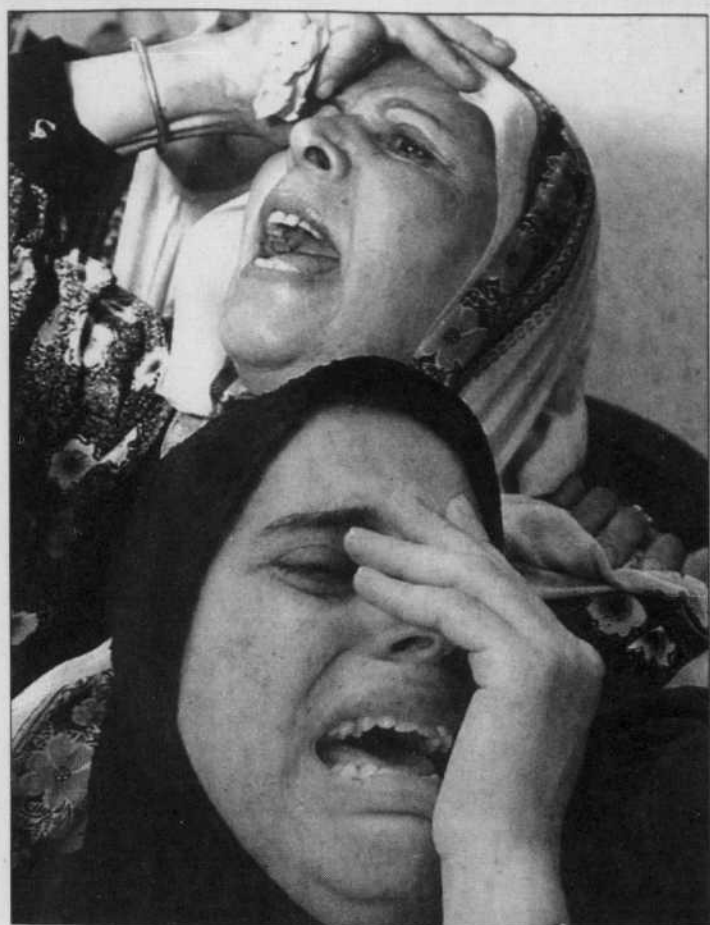
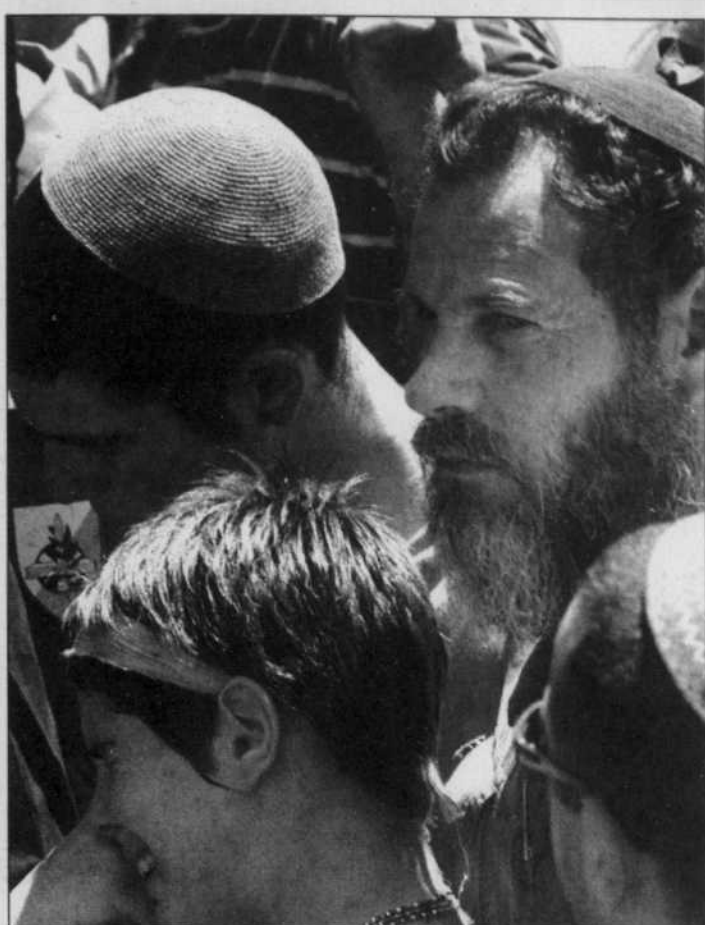


# LE DEVOIR

## LE MONDE



Une vallée de larmes: hier, comme tous les jours depuis bien longtemps, Palestiniens et Israéliens enterraient leurs morts.



AHMED JADALLAH / GIL COHEN MAGEN REUTERS

## Sixième rencontre Bush-Sharon

### Arafat remanie son cabinet en profondeur

REUTERS, AFP, AP

Jérusalem — Le premier ministre israélien Ariel Sharon a entamé une visite de trois jours aux États-Unis, tandis que l'Autorité palestinienne annonçait un remaniement ministériel marqué par une nette réduction du nombre des portefeuilles et centré sur les questions de sécurité.

Le chef du gouvernement israélien, qui a réaffirmé avant son arrivée hier le nécessaire arrêt des attentats palestiniens avant toute reprise du processus de paix, exposera cette position aujourd'hui au président George W. Bush qu'il rencontrera pour la sixième fois depuis son élection en mars 2001. Sharon devrait en outre réitérer son appel à la mise «hors jeu» de Yasser Arafat.

Bush, qui n'a jamais reçu le président de l'Autorité palestinienne, a quant à lui renouvelé samedi ses critiques à l'égard de ce dernier, accusé d'avoir manqué à ses engagements envers le peuple palestinien, à l'occasion d'un entretien avec le président égyptien Hosni Moubarak. Comme pour couper court à ces critiques et afficher la volonté de réforme d'Arafat, le ministre palestinien de l'Information Yasser Abed Rabbo a annoncé que le cabinet palestinien serait ramené à 21 ministres, contre 31 actuellement. «Le gouvernement a été réduit à 21

membres pour 21 ministères», a expliqué Rabbo lors d'une conférence de presse organisée à Ramallah.

«Certains ministères ont été fusionnés, d'autres ont été créés et le nombre des ministres a été réduit», a-t-il dit.

Pièce maîtresse de ce remaniement, Rabbo a également annoncé la nomination du général Abdel-Razzaq al-Yahya à la tête d'un ministère de l'Intérieur chargé de contrôler l'ensemble des services de sécurité palestiniens.

«Le ministère de l'Intérieur sera chargé de l'ensemble des questions de sécurité. Tous les services de sécurité palestiniens seront sous la houlette du ministère de l'Intérieur de façon à éviter tout empiètement», a-t-il précisé.

Ce remaniement s'inscrit dans le cadre d'une réforme plus large des institutions palestiniennes, réclamée notamment par Israël et les États-Unis qui doutent de l'efficacité de l'actuelle administration dans la lutte contre les attentats suicides qui ensanglantent le Proche-Orient depuis le début de la seconde intifada, il y a 20 mois.

«Israël doit vaincre le terrorisme; il ne peut négocier sous la pression des armes», rappelle Ariel Sharon dans un entretien publié hier par le *New York Times*. «Israël a fait de douloureuses concessions pour la paix par le passé et fera de nouvelles preuves de souplesse diplomatique pour y parvenir», poursuit-il.

«Il est logique qu'Israël ne puisse parvenir à un accord avec les seuls Palestiniens. [L'Etat hébreu] a besoin d'une paix avec le monde arabe dans son ensemble. Pour cette raison, Israël a proposé une conférence de paix régionale avec les États du Proche-Orient qui rejettent le terrorisme et qui cherchent à avancer sur la voie de la stabilité régionale», ajoute Sharon.

### Raid à Ramallah, explosion à Gaza

Par ailleurs, l'armée israélienne a mené la nuit dernière une opération contre le siège de la présidence palestinienne à Ramallah en Cisjordanie, où elle a rasé au bulldozer des bâtiments endommagés lors d'une opération analogue la semaine dernière, a déclaré le ministre palestinien de l'Information, Yasser Abed Rabbo.

Les forces israéliennes auraient même pénétré dans les bureaux du QG de Yasser Arafat, selon la radio israélienne. Selon cette source, les troupes israéliennes ont achevé la destruction des bâtiments contre lesquels Tsaah avait lancé une offensive jeudi soir. De son côté, l'armée israélienne a démenti cette information. Son porte-parole a indiqué que des soldats israéliens avaient pris position autour du QG de Yasser Arafat pour empêcher que des hommes armés ne s'échap-

pent. Mais aucun soldat n'est entré dans l'enceinte palestinienne, a affirmé le porte-parole de l'armée.

On ignore pour l'instant où se trouve le président palestinien, même si, selon toute vraisemblance, il devait se trouver dans ses bureaux lorsque l'opération a été déclenchée.

«Les chars sont entrés dans Ramallah, venant de toutes parts. Ils ont réoccupé Ramallah et al-Bireh et maintenant, ils assiègent les bâtiments d'Arafat», a déclaré Abed Rabbo dans une interview à la chaîne d'information qatarie al-Djazira.

Un Palestinien a été tué et deux autres blessés lors de l'incursion, selon des sources palestiniennes.

À Gaza d'autre part, au moins 32 personnes, parmi lesquelles de nombreux enfants, ont été blessés, dont plusieurs grièvement, à la suite d'une violente explosion dans le camp de réfugiés de Jabaliya au nord du territoire, on indiquait hier soir des sources médicales palestiniennes. L'explosion d'origine indéterminée, selon des sources de la sécurité palestinienne, a presque totalement détruit un immeuble de trois étages et en a endommagé au moins six autres dans le même secteur du camp. Les blessés ont été dirigés vers les deux hôpitaux de Gaza.

La police palestinienne a ouvert une enquête.

## Ouverture du sommet mondial de l'alimentation

# 96 heures contre la faim dans le monde

Quelque 110 chefs d'État et de gouvernement se retrouvent jusqu'à jeudi à Rome pour relancer la lutte contre la faim dans le monde à l'occasion d'un sommet de la FAO dont seront cependant absents la plupart des dirigeants occidentaux.

REUTERS, AFP

Rome — Un sommet mondial de l'alimentation sous l'égide de l'ONU s'ouvre aujourd'hui dans la capitale italienne, avec la participation probable et contestée du Zimbabween Robert Mugabe, en vue de relancer la volonté politique de réduire la malnutrition de moitié d'ici à 2015.

L'objectif ambitieux auquel s'étaient engagés les pays développés en 1996, lors du premier sommet mondial, était de réduire de 840 millions à 400 millions le nombre de personnes souffrant de malnutrition chronique.

D'après les chiffres de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce chiffre n'est cependant tombé qu'à 815 millions de personnes.

Avec le récent échec du pré-sommet de Bali sur le développement durable, la douzaine de chefs d'État réunis pour quatre jours à Rome sont sous le coup d'une quasi-obligation de résultat.

«Comment le monde peut-il continuer à tolérer, en cette ère d'abondance, le sort de 800 millions de personnes souffrant de la famine?», s'est interrogé le directeur général de la FAO, Jacques Diouf.

La présidente indonésienne Megawati Sukarnoputri, le chef d'État sud-africain Thabo Mbeki et le président nigérian Olusengun Obasanjo, ainsi que le secrétaire général de l'ONU Kofi Annan seront parmi les invités de la conférence. Les gouvernements des pays développés n'envoient quant à eux que leurs délégués. L'invité-surprise du sommet demeure le président zimbabween Robert Mugabe, arrivé hier à Rome. Opposant un pied de nez au refus de l'UE de lui délivrer un visa, ce dernier s'est invité dans la capitale italienne.

«Bien sûr que nous ne voulons pas de lui, mais on n'a pas le choix. Les lois internationales disent qu'il a le droit d'assister à des sommets de

l'ONU», a déclaré embarrassé un officiel italien qui a demandé l'anonymat. Samedi, des dizaines de milliers de manifestants anti-mondialisation avaient défilé dans les rues de Rome pour exhorter les dirigeants politiques et l'ONU à changer de tactique dans la lutte contre la malnutrition.

Le sommet d'aujourd'hui devrait relancer l'aide financière apportée aux pays en développement. Les pays riches devraient ainsi se mettre d'accord pour réinjecter 24 milliards de dollars par an dans le développement de l'agriculture et l'investissement rural.

Seuls 11 milliards de dollars, sur les 68 milliards de dollars de l'aide annuelle au développement, sont utilisés pour développer l'agriculture. Une personne meurt toutes les quatre secondes des conséquences directes ou indirectes de la malnutrition Jacques Diouf, directeur de la FAO, condamne les pays riches de l'OCDE.

Parallèlement à cette réunion, des représentants des ONG de près de 100 pays ont entamé dès hier leur rencontre qui doit aboutir à une «Déclaration finale sur la souveraineté, les stratégies et les besoins alimentaires».

Ce texte sera présenté au sommet de la FAO et demandera à l'ensemble des pays de ratifier «un code de conduite sur le droit à une nourriture suffisante».

«Votre mobilisation et votre participation sont indispensables pour accélérer les progrès dans l'élimination de la faim dans le monde», a poursuivi M. Diouf en ouvrant les travaux de ce forum.

«Un homme politique a dit un jour que les États n'ont pas d'amis mais seulement des intérêts. Devant les raisons d'État, implacablement guidées par des intérêts égoïstes et des considérations de marché, les ONG représentent la force morale de refus, l'ultime refuge possible pour l'altruisme et la solidarité humaine», a conclu le directeur de la FAO.

EN BREF

## Face-à-face à Dakar

Dakar (AP) — Les efforts pour résoudre la crise malgache se poursuivaient hier à Dakar, où cinq chefs d'État africains jouent les médiateurs entre Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka, les deux présidents rivaux qui se disputent le pouvoir à Madagascar. Après s'être entretenus séparément samedi avec les dirigeants africains, Marc Ravalomanana et Didier Ratsiraka se sont rencontrés en tête-à-tête

hier après-midi dans la capitale sénégalaise, pour la première fois depuis le mois d'avril. Rien n'a filtré de ce face-à-face. Cette nouvelle initiative diplomatique fait suite à une recrudescence des combats entre les troupes fidèles à Ravalomanana, investi président le mois dernier, et les partisans de Ratsiraka, qui dirigeait Madagascar jusqu'au premier tour de la présidentielle du 16 décembre, dont il conteste les résultats. Près de 40 personnes ont trouvé la mort dans des violences politiques depuis cette date dans cette île.

## Jour J pour l'avenir de l'Afghanistan

PHILIPPE GRANGEREAU  
LIBÉRATION

L'avenir de l'Afghanistan se jouera en grande partie aujourd'hui et dans les jours qui viennent, sous un grand chapiteau de 2800 m<sup>2</sup> installé dans l'enceinte de l'Université polytechnique de Kaboul.

C'est à l'abri de cette tente géante que le pays ravagé par vingt-trois ans de guerre va commencer réellement à reconstruire ses institutions en réunissant, jusqu'au 16 juin, une loya jirga (grand conseil, en langue pachtoune) de 1551 délégués, dont au moins 160 femmes, qui ont été élus ou désignés ces deux derniers mois.

L'allocation d'ouverture doit être prononcée par l'ex-roi de 87 ans, Zahir Shah, rentré en avril après vingt-neuf ans d'exil en Italie.

Le pavillon de toile a été fourni par le gouvernement allemand, qui avait accueilli, en décembre sous l'égide des Nations unies, les représentants afghans qui avaient signé les accords de Bonn, au lendemain de la chute du régime des talibans. D'après ces accords, la loya jirga doit élire le chef de l'État, qui devra ensuite soumettre aux délégués un gouvernement de transition. Celui-ci doit remplacer l'actuelle administration provisoire, le 22 juin, et conduire le pays jusqu'à des élections générales dix-huit mois plus tard.

Le conseil devrait élire aussi une assemblée législative de 120 membres, dont 20 femmes. Ce

grand conseil, qui doit donner naissance à un nouvel Afghanistan, constitue une cible de choix pour les nostalgiques du régime taliban et les membres d'al-Qaïda, que les troupes anglo-américaines traquent toujours, sans grand succès, dans l'est du pays, près de la frontière pakistanaise.

Huit mois après l'intervention américaine, l'émir taliban, le Mollah Mohammed Omar, et le chef d'al-Qaïda, Oussama ben Laden, sont toujours en cavale. Kaboul a donc été placée sous haute surveillance: les militaires, assistés par des milliers de policiers, ont établi des barrages partout dans la ville. Les services de renseignement de la coalition antiterroriste craignent surtout des attentats à la voiture piégée.

Sorte de conseil tribal à l'afghane, la loya jirga est loin d'être un modèle démocratique. D'autant que de nombreuses irrégularités ont été relevées dans le processus d'élection ou de nomination des 1551 délégués. Plusieurs d'entre eux, parmi lesquels figurent les plus brutaux des seigneurs de guerre afghans, tels

Abdoul Rachid Dostom, sont suspectés des pires crimes, alors même que, selon les accords de Bonn, les personnes coupables de violations des droits de l'homme sont en théorie exclus. Mais comme l'explique le représentant des Nations unies, Lakhdar Brahimi, il est difficile en Afghanistan de prouver qui est coupable et de quoi: «Si quelqu'un jure qu'il est aussi innocent qu'un nouveau-né, et amène des centaines de personnes

pour l'attester, comment pourrions-nous faire pour prouver le contraire?». La loya jirga, ancrée dans la tradition afghane depuis 1747, reste, aux yeux de l'ONU, la moins mauvaise méthode pour amener l'Afghanistan sur la voie parlementaire.

Le chef de l'autorité intérimaire, Hamid Karzaï devrait conserver son poste à la tête du gouvernement. La question est de savoir s'il sera nommé chef de l'État ou bien si les délégués pencheront pour Zahir Shah. De fortes dissensions sur ce point sont apparues. Un seigneur de guerre local, Padshah Khan Zadran, a prêté hier une résurgence de la guerre civile si l'ex-roi n'était pas désigné. À défaut, Zahir Shah pourrait se voir conférer le titre très symbolique de «père de la nation» et incarnerait à cet égard l'unité retrouvée du pays. Karzaï, pour l'heure, a obtenu le soutien de la plupart des seigneurs de guerre et des hommes forts de l'actuelle administration.

La future administration de transition, espère l'ONU, devrait être plus représentative. Car pour l'heure, tous les ministères-clés sont monopolisés par les «vainqueurs» de l'Alliance du Nord, majoritairement d'ethnie tadjike et presque exclusivement originaires du Pandjir. Les Pachtoune (environ 40 % de la population), l'ethnie dominante sous le régime taliban, sont cruellement sous-représentés. La principale tâche du nouvel exécutif, explique Lakhdar Brahimi, sera de «refaire l'unité nationale, refaire l'État, et étendre l'autorité de l'État».

## L'Inde et le Pakistan baissent le ton

New Delhi (AFP) — L'Inde et le Pakistan semblaient s'acheminer sur la voie de la désescalade, à quelques jours de l'arrivée dans la région du secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld, même si de nouvelles violences ont encore fait au moins 12 morts hier au Cachemire.

Parmi les personnes tuées figurent deux combattants présumés membres du réseau al-Qaïda d'Oussama ben Laden, a affirmé une source proche du ministère in-

dien de la Défense. Mais cette assertion a été démentie par la guérilla séparatiste cachemirienne au Pakistan. L'Inde contrôle environ les deux tiers du Cachemire, le Pakistan un tiers. La population de cette région est majoritairement musulmane. Pendant le week-end, les deux États nucléaires ont multiplié les déclarations d'apaisement, tandis que New Delhi examinait des mesures concrètes pour désamorcer la crise, après l'engagement pris par Islamabad auprès de Wa-

shington de mettre fin aux incursions au Cachemire indien.

En effet, la diplomatie a semblé hier continuer à marquer des points, après trois semaines de vives tensions et de menaces de guerre entre l'Inde et le Pakistan.

New Delhi devrait annoncer des mesures de désescalade dans les prochains jours, «probablement avant l'arrivée» en Asie du Sud de Donald Rumsfeld, prévue en milieu de semaine, a déclaré une source proche du gouvernement indien.

Parmi ces options figureraient un renforcement de la représentation diplomatique indienne à Islamabad, la fin de l'interdiction pour les avions pakistanais du survol de l'espace aérien indien et le rétablissement des liaisons ferroviaires et par autocars entre les deux pays.

Depuis 1989, la partie indienne du Cachemire est le théâtre d'une insurrection musulmane, qui a fait 35 000 morts officiellement, au moins le double, selon les séparatistes.

loto-quebec		RÉSULTATS	
TVA, le réseau des tirages			
<b>6/49</b>	Tirage du 2002-06-08	GAGNANTS	LOTS
02 12 19 38 43 48		6/6	1 2 000 000,00 \$
Complémentaire: (13)		5/6+	6 95 340,40 \$
		5/6	247 1 852,70 \$
		4/6	11 382 77,00 \$
		3/6	218 944 10,00 \$
		Ventes totales: 13 340 130 \$	
		Prochain gros lot (appr.): 2 000 000 \$	
<b>Quebec</b>	Tirage du 2002-06-08	GAGNANTS	LOTS
13 17 45 46 47 49		6/6	0 1 000 000,00 \$
Complémentaire: (35)		5/6+	0 50 000,00 \$
		5/6	19 500,00 \$
		4/6	1 095 50,00 \$
		3/6	17 342 5,00 \$
		Ventes totales: 576 423,00 \$	
<b>SUPER 7</b>	Tirage du 2002-06-07	GAGNANTS	LOTS
03 23 25 26 34 38 39		7/7	0 5 000 000,00 \$
Complémentaire: (27)		6/7+	0 263 656,20 \$
		6/7	79 2 920,20 \$
		5/7	5 170 159,30 \$
		4/7	112 587 10,00 \$
		3/7+	105 823 10,00 \$
		3/7	954 789
		Participation gratuite	
<b>Extra</b>	Tirage du 2002-06-07	<b>Extra</b>	Tirage du 2002-06-08
NUMÉRO 452408	LOT 100 000 \$	NUMÉRO 951138	LOT 100 000 \$
Les modalités d'encaissement des billets gagnants passent au verso des billets. En cas de discordance entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.			
Si vous avez un problème de jeu... <b>MISS SUR TOI</b> 1 866 SOS-JEUX			

## LE DEVOIR

## ACTUALITÉS

## DROITE

SUITE DE LA PAGE 1

Pour le premier ministre qui jouit d'un taux de popularité de 60 %, «les Français sont las de la politique-polemique, ils veulent de la politique-efficacité. [...] Nous tiendrons tous les engagements pris par le président de la République lors de la campagne présidentielle».

Le ministre des Affaires sociales, François Fillon, estime que «les Français ont choisi de donner une majorité au président de la république». «Les Français ont considéré que la bataille avait eu lieu à la présidentielle», a dit le ministre Patrick Devedjian qui est aussi conseiller juridique de Jacques Chirac dans ses nombreux démêlés avec la justice. Philippe Douste-Blazy, maire de Toulouse, y voit le triomphe de l'UMP qu'il compare aux grands partis de droite comme la CDU allemande et le Parti populaire espagnol.

Divisée et sans chef, la gauche s'est engagée dans cette élection encore assommée par le coup de tonnerre de la présidentielle. Avec 27 %, le PS fait tout de même mieux qu'au premier tour des législatives de 1997 (25 %). Ce sont ses alliés de gauche qui s'effondrent. Le premier secrétaire du Parti socialiste, François Hollande, estime que le fort taux d'abstention est dû au refus de «tout débat avec les représentants de la gauche». Il a déploré le «risque d'une Assemblée nationale déséquilibrée» et d'«une droite jouissant de tous les pouvoirs sans garde-fous».

L'ancien ministre socialiste des Finances Laurent Fabius estime que l'abstention exprime une «lassitude civique». Si la gauche est très nettement sous-représentée, il y a «un risque social massif», dit le principal candidat pressenti à la succession de Lionel Jospin. Laurent Fabius n'exclut pas une surprise au second tour. «Les abstentionnistes vont réagir».

«Si 36 % des Français ne se présentent pas aux urnes, c'est parce que ce qu'on leur propose ne les emballa pas à droite comme à gauche», a reconnu le maire socialiste de Paris, Bertrand Delanoë. «Je n'ai aucune satisfaction ce soir et je ne conseille à personne de faire dans l'arrogance.»

## Échec du Front National

Avec 12 % des voix, Jean-Marie Le Pen ne sera pas en mesure d'arbitrer le second tour comme il l'espérait. Le Front National pourrait, au mieux, se maintenir dans une trentaine de circonscriptions comparativement à une centaine en 1997.

«La droite et la gauche sont de connivence pour se faire élire et pour interdire que des millions d'électeurs soient représentés à l'Assemblée nationale», a déclaré Jean-Marie Le Pen visiblement déçu. Très identifié à son leader charismatique, le Front obtient traditionnellement moins de voix aux législatives qu'à la présidentielle.

Après l'éparpillement de la présidentielle, qui avait permis à Jean-Marie Le Pen de se hisser au second tour, les électeurs se sont reportés sur les grands partis. La plupart des tiers partis, de droite comme de gauche, ont donc perdu des voix au profit de l'UMP et du PS.

Avec 3 % de voix, les Verts ont souffert de ce «vote utile», reconnaît leur leader Noël Mamère. «Il y a une menace de la prise de tous les pouvoirs en France par la droite conservatrice». Le Parti communiste poursuit de son côté sa descente aux enfers en passant de 9 % des voix (en 1997) à moins de 5 %. Les communistes risquent de ne plus avoir de groupe reconnu à l'Assemblée nationale. Quant au parti de Jean-Pierre Chevènement, le Pôle républicain, il semble voué à la disparition avec moins de 1 % des voix.

L'ampleur de la défaite de la gauche dépendra de l'attitude qu'adopteront les abstentionnistes dimanche prochain. Comme au premier tour de la présidentielle, ceux-ci ont généralement un profil de gauche. La moitié des moins de 35 ans ne serait pas allée voter hier.

Avec 36 %, les abstentions dépassent largement le record du premier tour de la présidentielle (28,4 %) et celui des législatives de 1997 (32 %). Plus d'un électeur sur trois a considéré que l'élection était jouée d'avance. De nombreux électeurs de gauche n'ont probablement pas eu le cœur d'aller voter pour une nouvelle cohabitation. C'est dans les départements du nord qu'on s'est le plus abstenu.

Autre conséquence indirecte, cette abstention exceptionnelle a rendu difficile la qualification des candidats du Front National au second tour qui auraient normalement pu arbitrer le jeu dans près de 200 circonscriptions.

Dans la précédente assemblée, la gauche avait 339 députés et la droite 258. À l'occasion de ce premier tour, les Français avaient le choix entre une vingtaine de partis et 8444 candidats pour 577 sièges. Dans le 1<sup>er</sup> arrondissement parisien, les électeurs avaient même à choisir entre 27 candidats!

Avec ce second succès électoral en moins de deux mois, le président Jacques Chirac semble devoir remporter tous ses paris. C'est ce qu'on saura le 16 juin.

## LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du Devoir: [www.ledevoir.com](http://www.ledevoir.com)

## La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322  
Par télécopieur (514) 985-3340

## Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel [abonnements@ledevoir.com](mailto:abonnements@ledevoir.com)  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## SCHUMACHER

SUITE DE LA PAGE 1

Parti en pole, Juan Pablo Montoya a bien mené l'épreuve pendant une douzaine de tours grâce notamment à un audacieux arrêt au puits dès le 14<sup>e</sup> tour à la faveur d'une brève sortie de la voiture de sécurité à la suite de l'abandon de Jacques Villeneuve. Sa voiture le laissera toutefois tomber à une quinzaine de tours de la ligne d'arrivée alors qu'il était en deuxième position. Quant à son coéquipier et vainqueur de l'épreuve l'an dernier, Ralf Schumacher s'est longtemps battu en quatrième position avant de connaître un ravalement désastreux qui l'a relégué en septième place où il a fini péniblement.

Cette 150<sup>e</sup> victoire de Ferrari depuis sa première participation à une épreuve de Formule 1 en 1950, à Monaco, se révèle aussi être la 59<sup>e</sup> de la carrière de Michael Schumacher et sa 6<sup>e</sup> de la saison.

Héros d'un jour, vendredi, avec le meilleur temps aux essais libres, David Coulthard s'est avoué hier heureusement surpris de sa deuxième place. «Franchement, je ne m'attendais pas à être de la lutte pour une place sur le podium. J'étais toutefois relativement certain, en dépit de ma 8<sup>e</sup> position sur la grille de départ, de pouvoir terminer dans les points [six premiers].»

Il a reconnu avoir court-circuité une chicane en fin de course, en dépit du règlement, pour éviter d'être dépassé par Barrichello, et a confessé qu'il s'attendait à se voir imposer une pénalité. Celle-ci ne devait cependant jamais venir, au grand désarroi du Brésilien, probablement parce qu'il a immédiatement choisi d'effectuer lui aussi la même manœuvre pour éviter d'être trop distancé.

Disant s'être battu tout le long pour la première place, l'autre pilote Ferrari a critiqué quant à lui la décision des commissaires de piste de ramener tout le monde pendant quelques tours derrière la voiture de sécurité après l'abandon de Jacques Villeneuve. «Je ne l'ai pas comprise. Cela a totalement ruiné ma course», a-t-il déclaré.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une autre course de misère pour Jacques Villeneuve qui a dû abandonner après n'avoir accompli que huit tours.

Encore critiqué pour avoir accepté, il y a un mois, que son équipe ordonne à Barrichello de le laisser passer en tête pour lui assurer le maximum de points possible aux Grand Prix d'Autriche, Michael Schumacher a dit ne pas se formaliser outre mesure des huées à son endroit entendues dans les estrades lors du défilé des pilotes avant la course. «Je crois que ça fait partie du sport. C'est la compétition entre nos supporters et ceux qui ne le sont pas. [...] C'est toujours un peu plus vrai à Montréal, évidemment parce mon ancien adversaire est Canadien et n'est, de toute évidence, pas mon meilleur ami.»

N'ayant terminé que trois des sept épreuves qu'il a disputées ici au cours de sa carrière, ce dernier affichait une mine déconfite hier. C'est très dur et très décevant, a confié Jacques Villeneuve. Parti de la neuvième position sur la grille de départ, il ne savait pas encore ce qui n'avait pas fonctionné cette fois. «Après quelques tours, le moteur a commencé à faire des bruits et j'ai perdu de la puissance. Puis, soudainement, la voiture s'est arrêtée.»

Seule «bonne» nouvelle pour l'équipe BAR Honda, son coéquipier Olivier Panis a réussi à rallier la ligne d'arrivée pour la première fois cette année (8<sup>e</sup>).

## TÉLÉ

SUITE DE LA PAGE 1

Et même s'il ne gagnait pas, ça ne changerait strictement rien parce qu'à moins de mourir d'inhalation abusive de gazoline Shell ou d'annoncer sa retraite prématurée afin d'être plus près de sa petite famille qu'il n'a pas le temps de voir grandir, c'est lui qui, à la fin de l'année, sera premier. Ainsi va le suspense qui nous tient au bout de notre vibreur.

D'ailleurs, question de propos, ça n'a rien à voir, mais saviez-vous qu'au cours des conférences de presse d'après-course, c'est un gars de la FIA, la Fédération internationale de l'automobile qui organise le grand cirque, le réglemente et s'en remplit les poches, qui pose les quatorze premières questions aux trois chauffeurs qui ont escaladé le podium? Imaginez que Jean Chrétien rencontre les envoyés de la presse libre de tous les pays et que Denis Coderre ouvre le bal de l'interrogation critique.

Remarque qu'il l'a échappé belle, le grand Schumi: si David Coulthard ne lui avait collé au pare-chocs postérieur jusqu'à terminer 1,1 seconde derrière, je suis persuadé qu'il se serait trouvé un journaliste d'enquête pour exiger qu'il dise pourquoi il n'avait pas laissé passer Rubens Barrichello dans la dernière ligne droite.

Oui, donc, regarder la télé. Ce serait dans l'ordre des choses. Ne me gavé-je point déjà de petit écran à l'occasion des Jeux olympiques, de la Coupe du monde de soccer, des Régates de Valleyfield et autres événements

sportifs de pointe à l'avenant? Surtout qu'en plus du Grand Prix du Canada Air Canada — dont le départ a toujours lieu à l'heure, contrairement à ceux de son commanditaire principal —, il y en avait ce week-end à en mettre considérablement sous la dent de l'amateur, la Coupe du monde susnommée, les finales de Roland-Garros, la finale de la coupe Stanley, la finale de la NBA, et probablement un concours de bodybuilding quelque part. Mais ne pas être là, c'aurait signifié rater l'essentiel, les hélicoptères vrombissants emmenant et ramenant les V.I.P. qui nous font rêver à une vie de délices même si on n'en connaît pas un seul, les doux effluves de l'huile renversée dans le derrière des paddocks, le bœuf en sauce et les petits légumes revenus dans la vapeur de la cafétéria des médias.

Les communiqués, aussi. Un phénomène, les communiqués. Si jamais vous retrouvez un reporter de F1 décédé sous une demi-tonne de papier, c'est qu'il aura succombé à une avalanche de communiqués post-Grand Prix. Vous voulez savoir ce que Jaguar Racing pense d'avoir encore fait un flop? Communiqué. Ce qui s'est diablement passé avec les freins d'Alex Yoong? Communiqué. On apprend aussi par communiqué que Bridgestone, qui fabrique des pneus en caoutchouc larges comme ça, écrit tyre avec un «y», a contrario par exemple de Canadian Tire qui n'a cependant aucun lien que ce soit avec la Formule 1.

Regarder la télé. Regarder les téléés, en fait. Car en restant à la maison, on n'a qu'une vue des choses. Ici, dans le cœur du feu de l'action, il y en a quatre. Un: la course elle-même, ou du moins le char que le régisseur choisit de montrer à ce moment-là. Deux: un amoncel-

lement de chiffres sur six colonnes qui est censé raconter ce qui se passe sur l'écran juste à côté, celui où il y a la course. Des chiffres en blanc, en jaune, en vert, en rouge et en rose, qui s'entremêlent, changent de couleur, changent de colonne, changent de rangée tout comme la vie elle-même change, voyez-vous.

Trois: une liste des trucs à noter. Le bolide n° 16 a momentanément pris le clos dans le virage en épiingle à couches, le drapeau jaune est agité, le conducteur de la voiture de sécurité se prénomme Marcel et il y a une gomme tendre égarée dans la chicane du Casino. Tout ça et un graphique, oui un graphique, présentant en alternance l'évolution sur trois heures de la température de la piste, la température de l'air, la vitesse du vent, le taux d'humidité, la pression barométrique et les intentions de vote pour Mario Dumont.

Et enfin, quatre, le meilleur: les à-côtés. Les arrêts aux puits, quelques reprises de trucs incongrus. On nous montre aussi 108 fois Simone, la charmante épouse de David Coulthard, grande et sculpturale blonde pourvue en ce dimanche d'une camisole bedaine semi-transparente et déchirée entre l'espoir vivace et le mouron d'enfer alors qu'elle regarde la télé et reste belle quand même. Et puis, il y a les membres des écuries, qu'on voit assis en train de regarder la télé en attendant d'être sonnés.

Si la Formule 1 est bel et bien un miroir ouvert sur l'avenir, chers amis, je vous le dis: notre vie consistera sous peu à regarder à la télé des gens qui regardent la télé.

Ça suffit. Je m'en retourne à ma Coupe du monde chérie. À la télé.

## Assistance record au Grand Prix du Canada

ÉRIC DESROSIERS  
LE DEVOIR

Le Grand Prix du Canada a battu un nouveau record d'assistance cette année, en accueillant 326 000 spectateurs en trois jours, soit 22 000 personnes de plus que le précédent record établi l'an dernier.

C'est la première fois que l'événement attire au moins 100 000 personnes à chacune des journées de l'événement, soit 101 000 vendredi, comparativement à 91 000 l'an dernier, 108 000 samedi contre 102 000, et 117 000 hier contre 111 000 en 2001.

Selon Jean-Paul Blais, président et chef de l'exploitation de l'événement, dont la billetterie affichait complet pour la quatrième année consécutive, l'augmentation du nombre d'entrées aurait été observée aussi bien dans les admissions générales que dans les loges et gradins plus coûteux. Elle serait entre autres attribuable à l'emploi de gradins de conception nouvelle empruntés au comité organisateur des derniers Jeux olympiques de Salt Lake City qui ont permis d'aménager 5000 places assises de plus qu'en 2001 sur une île Notre-Dame dont chaque pouce était pourtant utilisé depuis longtemps.

Refusant pour le moment de se fixer des objectifs chiffrés, les organisateurs de l'événement ont dit espérer pouvoir désormais convaincre un nombre important d'amateurs de l'intérêt et de l'originalité de la nouvelle épreuve de série CART qui se déroulera pour la première fois sur le site du 23 au 25 août.

## LEMIEUX

SUITE DE LA PAGE 1

Aujourd'hui, elle dit: «Je ne pourrais pas écrire Le pouvoir, connais pas, comme Lise Payette. D'une part parce que nous sommes plus nombreuses en politique. Mais aussi parce que j'aime beaucoup, beaucoup être ministre. J'ai des déceptions, c'est sûr. Mais globalement, je me sens à ma place.»

## Un rapport amour-haine

Elle est en fait la première militante féministe à ne pas se dire déçue de la politique et à en rajouter en clamant son plaisir à en faire. Au point, finit-elle par avouer, qu'une amie lui a conseillé de raconter un peu de son expérience chaque jour dans un cahier. Les féministes, dit-elle, ont un tel rapport amour-haine avec le pouvoir — «On veut toutes plus de femmes au pouvoir, mais quand l'une d'entre nous y est, c'est l'enfer» — qu'il n'est pas vain de décrire à chaud ses sentiments.

Surtout que peu de gens peuvent les comprendre. C'est en fait la solitude de la vie politique qui la marque le plus, celle dont elle parle spontanément. «Ministre, c'est un métier que les gens et les médias ne comprennent pas et ne connaissent pas. [...] Quand je suis entrée en politique, il y a des choses que je savais déjà. Comme présidente du Conseil, j'étais déjà dans le circuit: j'en saisais la substance. Mais il y a de grandes surprises quand tu entres au cœur de ce métier-là. La plus grande, ce sont les règles du jeu implicites, celles que personne ne t'explique et que tu apprends sur le tas.»

Les vieux routiers ont beau appuyer les néophytes — Diane Lemieux n'a que des éloges à cet égard pour Paul Bégin et l'ex-ministre Jacques Léonard —, il faut vivre un Conseil des ministres pour comprendre vraiment comment faire avancer un dossier.

Il faut aussi être plongé à la tête d'un ministère pour en mesurer à la fois la lourdeur et l'effervescence. Les dossiers simples n'existent pas. Il y a toujours une collaboration interministérielle à gérer, des aspects inattendus à ne pas oublier, du travail de coulisses et de détails, et des choix parfois déchirants à faire. Et quand les décisions sont enfin prises, tout est disséqué publiquement. Diane Lemieux en a d'ailleurs fait la cuisante expérience.

«J'ai vécu une crise très difficile dès mon départ en politique: la crise d'Emploi-Québec. Et si je n'avais pas eu certaines valeurs, je ne serais pas passée au travers. Parce qu'à un moment donné, les critiques fusent de partout et il faut que tu gardes le cap sur tes convictions profondes, que tu serres les

dents et que tu ailles là où tu penses qu'il faut aller.»

Ce fut une leçon pour la militante qui n'avait jamais connu de mauvaise presse. Dorénavant, elle ne se laisserait plus atteindre par les «distractions et les critiques» — enfin, le moins possible —, elle ne négocierait pas ses dossiers sur la place publique et travaillerait de la manière qui lui convient, concentrée sur quatre ou cinq dossiers à la fois. Et en essayant de calmer son bien-vif tempérament.

On ne se change pas à 40 ans, mais comme lui disait récemment le premier ministre Bernard Landry, après une courte mais houleuse conversation téléphonique: «J'aimerais ça quand même que tu fasses un effort avec moi!» Oui, oui: promis, juré, crache... Jusqu'à la prochaine fois!

## Le poing sur la table

Elle dit néanmoins que son côté entier, et cassant, lui a été bien utile comme ministre du Travail où il fallait parfois parler fort, en frappant sur la table, pour se faire entendre. «C'est bête mais c'était une question de survie: il ne fallait pas que je flanche. C'est parfois un vrai jeu d'intimidation. La première fois que je l'ai vraiment senti, c'est lors du conflit qu'on avait eu avec l'Ontario sur la construction. Je devais rencontrer des entrepreneurs de l'Ontario. Je rentre dans la salle et je lis sur leur visage: «c'est qui, cette pouponne-là?» Mais comme je connais mes dossiers, dès que j'ai commencé à parler, la tension a baissé. J'ai senti que ça allait.»

Mais ça ne va pas tout le temps. À la Marche des femmes d'octobre 2000, ça n'allait même plus du tout. Et le souvenir est encore pénible pour Diane Lemieux: c'est un moment où, pour elle, tout a basculé, où la rupture avec ses liens militants a été définitivement consommée.

Comme ministre, elle n'avait pas eu de dossiers «à haute concentration féministe», comme elle le dit. Mais, lors de la Marche, elle a participé à la réunion entre les organisatrices et le premier ministre Lucien Bouchard, aux côtés des ministres Pauline Marois et Louise Harel. «Et là, on s'est mis à discuter, de part et d'autre, des revendications de la Marche comme d'une liste d'épicerie, alors que pour moi, la Marche, c'était un grand élément de fierté et je pensais qu'on aurait pu être complices là-dedans. Cette dynamique de liste me tapait sur les nerfs. Comme féministe, pas comme ministre. Et je l'ai exprimé... Quand je dis que je suis entière... Il est possible que j'aie alors fait une erreur, constate-t-elle aujourd'hui. Mais si c'est le cas, elle m'a coûté très cher et j'en suis très consciente.»

Erreur aussi d'avoir appuyé Bernard Landry plutôt que Pauline Marois au départ de Lucien Bouchard? C'est le seul moment de l'entrevue où ses yeux bruns

deviendront noir de jais. Elle n'a pas été la seule élue à le faire, n'est-ce pas? «Et s'il y a une chose que les femmes ont acquise, c'est le droit de choisir! Ce qui m'a fâchée, c'est qu'on a décidé ce que je devais avoir dans ma conscience. Ça, je ne l'ai pas accepté.»

## La responsabilisation au quotidien

Et puis, dira-t-elle plus tard au cours de cette longue matinée où je la suivrai, elle n'est plus la représentante d'un groupe. Elle a adoré ce rôle mais, maintenant, la partie est différente. Notamment parce qu'elle n'est plus dans un «mode de revendication», mais qu'elle doit gérer les demandes qui arrivent de tout bord tout côté. Et aussi parce qu'elle est «imputable». «Quand on est élue, je te jure, il y a plein de choses qu'on voit autrement. L'imputabilité, on la vit tous les jours.» D'où le fait que les gérants d'estrade ne l'impressionnent guère.

«J'ai découvert l'État», résume-t-elle simplement. L'État qui doit garder de la distance, «gérer l'intérêt supérieur». L'exercice est fascinant, mais ardu, dit-elle. Les gens critiquent la complexité des programmes éditoriaux, mais ils veulent aussi du sur-mesure.

L'électeur veut aussi être stimulé par des visions, rêver un peu, non? Elle soupire: on arrive en politique avec des rêves et de grandes réflexions sur le rôle de l'État. Et il suffit de faire un pas, n'importe lequel, pour qu'aussitôt il faille «gérer toutes les tensions qu'il soulève. Et vous, les journalistes, vous nous renvoyez au ras du sol assez vite.»

Opposer les politiciens gestionnaires et visionnaires, c'est, au fond, pour elle, la démonstration de la méconnaissance de la réalité politique. D'autres débats la font aussi sourire, comme la dénonciation de la ligne de parti. «Ben voyons!, s'exclame-t-elle. Sans ligne de parti, il n'y aurait eu ni la Loi sur le patrimoine familial, ni l'équité salariale. Quand Lucien Bouchard a dit: «L'équité salariale, on va l'avoir», je peux te dire qu'il y en a qui n'étaient pas d'accord... La ligne de parti, ça n'a pas que des défauts!»

Rien à faire: elle aime la politique telle qu'elle est et assure qu'elle l'aimerait encore même si elle n'était pas ministre («Mais je ne cacherais pas que c'est un outil supplémentaire»). Elle l'aime d'autant plus que, même si c'est une vie de fou, «j'ai décidé que je contrôlerais ce métier-là». Entre deux dossiers réglés dans la limousine, elle prend donc le temps de taquiner son chauffeur, de badiner avec son attachée de presse.

Quand je la laisse pour le dîner, une amie l'attend. Et, ce vendredi-là, elle entend quitter le bureau à temps pour acheter les fleurs qu'elle plantera le lendemain.

Moi, je suis aussi perplexe qu'à mon arrivée: non, elle n'a pas tant changé. Mais si c'est vraiment ce que j'écris, qui donc le croira?

Restaurant Gutenberg — cuisine française qui fait bonne impression

CE MIDI: Entrée + salade aux pousses d'épinard et saumon mariné à l'aneth + dessert • 15\$

CE SOIR: Deux tables d'hôtes avec apéro pour 50\$

359, av. du Président-Kennedy (coin de Bleury) • Place des Arts • Tél.: 285-8686 • [gutenberg@qc.airs.com](mailto:gutenberg@qc.airs.com)

LES SPORTS

ROLAND-GARROS

# Serena abroge le droit d'aînesse

ASSOCIATED PRESS

Paris — Moins d'un an après sa défaite en finale de l'US Open face à sa sœur, Serena Williams a décidé, samedi, d'abroger le droit d'aînesse. Au terme d'une finale déçue, l'Américaine de 20 ans a mis fin au privilège de Venus, 21 ans, corrigée 7-5, 6-3, après une heure et 31 minutes de jeu.



PHILIPPE WOJAZER REUTERS

Les Williams se sont offert la première finale entre sœurs jamais disputée à Roland Garros.

«Je crois qu'il y a un moment où on oublie qui est en face», a déclaré Serena, première joueuse noire à s'imposer à Paris depuis Althea Gibson en 1956. «C'est un rêve devenu réalité. Je n'arrive pas à y croire. Ça fait si longtemps que j'attendais un grand chelem.»

Venus, passée complètement à côté de son match, lui a grandement facilité la tâche en multipliant les erreurs et les fautes directes au cours d'une finale insipide, loin du niveau atteint l'an passé par Jennifer Capriati et Kim Clijsters.

Tout en frustration, le match a offert un pauvre spectacle. Pendant une heure, les deux sœurs, deuxième et troisième têtes de série du tournoi, ont multiplié les fautes directes, provoquant quelques sifflets dans les gradins.

Incapables de tenir leurs mises en jeu, Serena et Venus — qui n'a réussi que quatre coups gagnants! — ont eu beaucoup de mal à se libérer. Les coups droits dans le filet ont succédé aux revers trop longs et aux doubles fautes. Quelques belles frappes sont parfois sorties miraculeusement de leur tamis, tirant les spectateurs de leur ennui.

A ce petit jeu-là, la cadette a eu le dernier mot. À partir de la semaine prochaine, elle occupera la

deuxième place du classement WTA, derrière sa sœur qui ravira son fauteuil de leader à l'Américaine Jennifer Capriati.

Encore derrière Venus dans la hiérarchie mondiale, Serena a tous les atouts pour inverser la tendance. Son déchaînement de violence contre Capriati en demi-finales et sa force mentale en finale, associés à la puissance physique affichée tout au long de la semaine, peuvent lui laisser entrevoir de nouveaux succès, et plus rapidement qu'elle ne le croit.

Lauréate de 15 tournois depuis le début de sa carrière, Serena a franchi samedi une nouvelle frontière en parvenant enfin à maîtriser sa sœur en grand chelem.

Même si le match a été de très mauvaise qualité, comme lors de leurs deux précédentes confrontations, la petite dernière de Richard et Oracene Williams a montré que malgré la tension et la crispation, qui a paralysé sa sœur, elle pouvait conduire un match décisif de bout en bout. Pas vraiment étonnant quand on écoute ses conclusions.

«Dans mon esprit, j'ai toujours été numéro 1.» Ça se précise.

# Albert Costa, le nouveau « roi de la terre battue »

CHRISTIAN CHARCOSSEY  
AGENCE FRANCE-PRESSE

Paris — Nouveau «roi de la terre battue», l'Espagnol Albert Costa, tête de série n° 20, a créé une surprise en remportant son premier titre dans un tournoi du Grand Chelem, contre son compatriote Juan Carlos Ferrero (n° 11) 6-1, 6-0, 4-6, 6-3 en 2 h 30 min, en finale du simple messieurs des Internationaux de France de tennis, hier à Roland-Garros.

«Jamais je n'aurais pensé gagner Roland-Garros», a avoué, modeste, Costa, 27 ans le 25 juin, qui se marie vendredi avec Cristina Ventura, la mère de ses jumelles âgées de 1 an, Claudia et Alma.

Un beau cadeau — et un chèque de 735 000 dollars — dans la corbeille de mariage. Lui qui, finaliste du tournoi juniors à Paris en 1993, n'avait jusqu'à présent jamais pu dépasser les quarts de finale d'un Grand Chelem, un stade atteint seulement à trois reprises (Roland-Garros en 1995 et 2000 et Australie en 1997).

Pendant les deux premiers sets, avec une interruption de 23 minutes à cause de la pluie qui aura perturbé le tournoi, les spectateurs, déçus par le pauvre spectacle offert, ont cru que tous les records de rapidité allaient être battus quand Costa s'octroyait les deux premiers manches (6-1, 6-0) après seulement 47 minutes.

## Ferrero blessé

«Au cours des deux premiers sets, je souffrais d'une douleur à ma cheville qui se répandait dans tout mon corps, notamment aux adducteurs et aux abdominaux», a reconnu Ferrero qui a repoussé toutefois toute idée d'abandon vu l'importance de l'événement, même s'il admettait n'avoir «eu aucune chance de l'emporter».



REUTERS

L'Espagnol Albert Costa, tête de série n° 20, a créé une surprise en remportant son premier titre dans un tournoi du Grand Chelem en battant son compatriote Juan Carlos Ferrero.

Ferrero, diminué par cette entorse à la cheville droite qu'il s'était donnée la semaine dernière à l'entraînement, se révoltait pourtant dans le troisième set qu'il emportait 6-4.

Mais Ferrero, seulement 22 ans, demi-finaliste des deux dernières années contre le futur vainqueur, le Brésilien Gustavo Kuerten, commettait beaucoup trop d'erreurs directes (60 contre 48) et ne bénéficiait pas d'un service performant (5 doubles fautes contre 0). Il perdait à nouveau trois fois son service (contre 1 à son adversaire) dans la 4<sup>e</sup> manche.

Cela suffisait à Costa, qui n'a exploité que 9 des 28 balles de break qu'il s'est procuré, pour remporter son douzième titre ATP, tous acquis sur terre battue, lui qui n'avait plus gagné de finale depuis celle de Kitzbühel (Autriche) en 1999, soit 66 tournois.

## Renouvellement

Costa devient le deuxième joueur en activité — derrière Kuerten avec 13 succès — à avoir remporté le plus de tournois sur terre

battue. Costa, dont le plus grand titre de gloire jusqu'à présent était d'avoir remporté le Masters Series d'Hambourg en 1998, accède à la notoriété à un âge respectable après avoir eu le mérite d'éliminer le tenant, Kuerten, en 1/8<sup>e</sup>, et, en demi-finale, le finaliste de 1998 et 2001, son ami Alex Corretja, qui va être son témoin à son mariage.

Preuve d'un certain renouvellement des ténors du tennis: Costa est le quatrième vainqueur consécutif d'un tournoi du Grand Chelem à l'emporter pour la première fois dans un des quatre tournois majeurs après le Croate Goran Ivanisevic (Wimbledon 2000), l'Australien Lleyton Hewitt (US Open 2001) et le Suédois Thomas Johansson (Australie 2002).

Costa est le cinquième Espagnol de l'ère moderne du tennis, le quatrième à Roland-Garros, à remporter une épreuve du Grand Chelem après Andres Gimeno, Manuel Orantes, Sergi Bruguera et Carlos Moya, le dernier à l'avoir emporté à Paris en 1998, dans ce qui était déjà une finale à 100 % espagnole.

## BASEBALL

### LIGUE NATIONALE

Section Est	Section Centrale			
	G	P	Moy.	Diff.
Atlanta	37	26	587	—
Florida	31	31	500	5 1/2
Montreal	31	31	500	5 1/2
New York	31	31	500	5 1/2
Philadelphie	26	34	433	9 1/2

Section Ouest	Section Centrale			
	G	P	Moy.	Diff.
Cincinnati	35	25	583	—
St. Louis	34	27	557	1 1/2
Pittsburgh	30	32	484	6
Houston	26	34	433	9
Chicago	24	36	400	11
Milwaukee	22	40	355	14

Section Ouest	Section Centrale			
	G	P	Moy.	Diff.
Arizona	39	23	629	—
Los Angeles	37	25	597	2
San Francisco	35	26	574	3 1/2
Colorado	31	32	492	8 1/2
San Diego	27	36	429	12 1/2

### Hier

Chicago White Sox 13 Montréal 2  
Toronto 3 Colorado 2  
Pittsburgh 5 Milwaukee 4  
Arizona 7 Boston 3  
Cleveland 8 N.Y. Mets 3  
Kansas City 3 St. Louis 2  
Los Angeles 2 Baltimore 1  
Minnesota 5 Florida 3  
N.Y. Yankees 4 San Francisco 2  
Philadelphie 2 Detroit 1  
San Diego 9 Tampa Bay 6  
Anaheim 7 Cincinnati 4  
Chicago Cubs 5 Seattle 1  
Oakland 7 Houston 6  
Atlanta 9 Texas 3

## LIGUE AMÉRICAINE

Section Est	Section Centrale			
	G	P	Moy.	Diff.
Boston	40	20	667	—
New York	40	23	635	1 1/2
Baltimore	28	32	467	12
Toronto	26	34	433	14
Tampa Bay	20	41	328	20 1/2

Section Ouest	Section Centrale			
	G	P	Moy.	Diff.
Minnesota	36	27	571	—
Chicago	31	32	492	5
Cleveland	30	32	484	5 1/2
Kansas City	24	36	400	10 1/2
Detroit	21	40	344	14

Section Ouest	Section Centrale			
	G	P	Moy.	Diff.
Seattle	38	24	613	—
Anaheim	36	24	600	1
Oakland	32	30	516	6
Texas	24	37	393	13 1/2

## HOCKEY

### FINALE DE LA COUPE STANLEY

Caroline c. Detroit

Aujourd'hui  
Detroit en Caroline, 20h00  
(Detroit mène la série 2-1)

Judi  
Caroline à Detroit, 20h00

Téléphone: 985-3344  
Télécopieur: 985-3340

# AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Sur Internet:  
www.offres.ledevoir.com

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC (CIVILE), ANJOU 80, Partie demanderesse, AHMED FAUZI, Partie demanderesse, AVIS PUBLIC, PRENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de AHMED FAUZI seront vendus par huissier, le 20 JUIN 2002 à 10h00 au 7360 des Ormeaux, app. 5, Anjou, Qc, conformément aussi bref. Lesdits biens consistent en 1 véhicule Samsung d'environ 21" et acc., 1 véhicule automobile Plymouth Voyager SE, noir, et acc., 1 lot de bibelots assortis et acc. Conditions: argent comptant ou chèque visé. Michel Di Fiore, H.J. District de Montréal. MACERA & ASSOCIÉS HUISSIERS DE JUSTICE 31, rue St-Jacques ouest, rez-de-chaussée Montréal, QC H2Y 1K9 Tél.: 514-848-0979 Fax: 514-848-7016.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC (CIVILE), ANJOU 80, Partie demanderesse, AHMED FAUZI, Partie demanderesse, AVIS PUBLIC, PRENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de AHMED FAUZI seront vendus par huissier, le 20 JUIN 2002 à 10h00 au 7360 des Ormeaux, app. 5, Anjou, Qc, conformément aussi bref. Lesdits biens consistent en 1 véhicule Samsung d'environ 21" et acc., 1 véhicule automobile Plymouth Voyager SE, noir, et acc., 1 lot de bibelots assortis et acc. Conditions: argent comptant ou chèque visé. Michel Di Fiore, H.J. District de Montréal. MACERA & ASSOCIÉS HUISSIERS DE JUSTICE 31, rue St-Jacques ouest, rez-de-chaussée Montréal, QC H2Y 1K9 Tél.: 514-848-0979 Fax: 514-848-7016.

ASSIGNATION  
ORDRE est donné à MOHAMAD TAVASOLIAN, de comparaître au greffe de cette Cour, situé au Palais de justice de Montréal, 10 est, rue St-Antoine, à Montréal, en salle 1.100, dans les trente (30) jours de la date de la publication du présent avis, dans LE DEVOIR.  
Une copie de la Déclaration en divorce a été remise au greffe à l'attention de MOHAMAD TAVASOLIAN.  
Montréal, le 31 mai 2002  
Michel Pelletier  
GREFFIER ADJOINT

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC (CIVILE), ANJOU 80, Partie demanderesse, AHMED FAUZI, Partie demanderesse, AVIS PUBLIC, PRENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de AHMED FAUZI seront vendus par huissier, le 20 JUIN 2002 à 10h00 au 7360 des Ormeaux, app. 5, Anjou, Qc, conformément aussi bref. Lesdits biens consistent en 1 véhicule Samsung d'environ 21" et acc., 1 véhicule automobile Plymouth Voyager SE, noir, et acc., 1 lot de bibelots assortis et acc. Conditions: argent comptant ou chèque visé. Michel Di Fiore, H.J. District de Montréal. MACERA & ASSOCIÉS HUISSIERS DE JUSTICE 31, rue St-Jacques ouest, rez-de-chaussée Montréal, QC H2Y 1K9 Tél.: 514-848-0979 Fax: 514-848-7016.

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC (CIVILE), ANJOU 80, Partie demanderesse, AHMED FAUZI, Partie demanderesse, AVIS PUBLIC, PRENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de AHMED FAUZI seront vendus par huissier, le 20 JUIN 2002 à 10h00 au 7360 des Ormeaux, app. 5, Anjou, Qc, conformément aussi bref. Lesdits biens consistent en 1 véhicule Samsung d'environ 21" et acc., 1 véhicule automobile Plymouth Voyager SE, noir, et acc., 1 lot de bibelots assortis et acc. Conditions: argent comptant ou chèque visé. Michel Di Fiore, H.J. District de Montréal. MACERA & ASSOCIÉS HUISSIERS DE JUSTICE 31, rue St-Jacques ouest, rez-de-chaussée Montréal, QC H2Y 1K9 Tél.: 514-848-0979 Fax: 514-848-7016.

QUE VISE ST-EUSTACHE, ce 07 juin 2002, CLAUDE BEAUREGARD, huissier de justice, PHILIPPE TREMBLAY, DION & ASSOCIÉS, HUISSIERS, 165, rue Du Moulin St-Eustache, Québec J7R 2P5 Tél.: (450) 491-7575 Fax: (450) 491-3418.  
Avis est, par les présentes donné, que, conformément aux dispositions de la Loi sur les compagnies (Québec), 9085-9125 QUÉBEC INC. demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission d'obtenir sa dissolution.  
Le Vice-président, affaires fiscales  
Alex Di Palma

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE (article 102(4) de la Loi)  
Dans l'affaire de la faillite de : 9012-6368 QUÉBEC INC.  
Avis est par les présentes donné que la faillite de : 9012-6368 QUÉBEC INC., corporation dûment constituée et ayant sa principale place d'affaires au 9250, Park Avenue, suite 316, Montréal, est survenue le 29<sup>e</sup> jour de mai 2002, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18<sup>e</sup> jour de juin 2002, à 10 h 00 de l'avant-midi, au bureau de Pierre Roy & Associés Inc., 579A, rue Notre-Dame, bureau 203, Repentigny (QC) J6A 7L4. Fait à Repentigny (Qc), ce 9<sup>e</sup> jour de juin 2002.  
PIERRE ROY & ASSOCIÉS INC. SYNDIC  
579-A, Notre-Dame, # 203 Repentigny (QC) J6A 7L4 Local : (450) 654-1441 Tél. : (450) 990-9285 Téléc. : (450) 654-6280

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS  
Veuillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.  
En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

Avis de la première assemblée des créanciers  
paragraphe 102(4) de la Loi  
Dans l'affaire de la faillite de :  
GROUPE IDNA MULTIMÉDIA INC.  
Avis est par la présente donné que la faillite de GROUPE IDNA MULTIMÉDIA INC. ayant une place d'affaires au 1102-4200, boul. St-Laurent, Montréal (Qc) H2W 2R2, est survenue le 21 mai 2002, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 17<sup>e</sup> jour de juin 2002, à 9 h 30 du matin, au bureau du Secrétaire officiel, 5, Place Ville-Marie, bureau 800, Montréal (Québec).  
Daté à Anjou, ce 10<sup>e</sup> jour de juin 2002.  
Denis Bouthillier inc. Syndic  
6610, boul. Les Galeries d'Anjou, bureau 205 Anjou (Québec) H1M 2T4  
Tél. : (514) 493-6727 Téléc. : (514) 493-6424

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC (CIVILE), ANJOU 80, Partie demanderesse, AHMED FAUZI, Partie demanderesse, AVIS PUBLIC, PRENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de AHMED FAUZI seront vendus par huissier, le 20 JUIN 2002 à 10h00 au 7360 des Ormeaux, app. 5, Anjou, Qc, conformément aussi bref. Lesdits biens consistent en 1 véhicule Samsung d'environ 21" et acc., 1 véhicule automobile Plymouth Voyager SE, noir, et acc., 1 lot de bibelots assortis et acc. Conditions: argent comptant ou chèque visé. Michel Di Fiore, H.J. District de Montréal. MACERA & ASSOCIÉS HUISSIERS DE JUSTICE 31, rue St-Jacques ouest, rez-de-chaussée Montréal, QC H2Y 1K9 Tél.: 514-848-0979 Fax: 514-848-7016.

ORDONNANCE  
Le Tribunal vous ordonne de comparaître dans un délai de trente (30) jours à compter de la publication de la présente ordonnance à la COUR DU QUÉBEC, Chambre de la jeunesse, au 410, rue de Bellechasse à Montréal, et vous avise qu'une copie de la demande en déclaration d'admissibilité à l'adoption concernant l'enfant Andréa Jules Etienne LALANCETTE né le 10 août 2000 a été déposée à votre intention au greffe de l'adoption. Vous êtes avisés qu'à défaut de produire votre comparution ou votre contestation dans les délais légaux, il pourra être obtenu contre vous un jugement par défaut.  
Montréal, le 3 juin 2002  
C. Meunier, Greffier-adjoint

LE GROUPE Boudreau Richard  
33, rue St-Jacques 5<sup>e</sup> étage Montréal (Québec) H2Y 1K9  
Télé. : (514) 849-2100 Téléc. : (514) 849-9292  
INC. courriel: info@grbi.ca

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ  
AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE (Article 102(4))  
Dans l'affaire de la faillite de :  
RICHARD VERVILLE, informaticien, demeurant au 203, rue Goyette, dans la ville et le district de Longueuil, dans la province de Québec, J4J 2X1.  
Avis est par les présentes donné que la faillite précitée a été déposée le 31<sup>e</sup> jour de mai 2002, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18 juin 2002 à 10 h 00, au bureau du Syndic situé au 33, rue St-Jacques, 5<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec).  
LE GROUPE BOUDREAU RICHARD INC. Syndic

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE (article 102(4) de la Loi)  
Dans l'affaire de la faillite de : 9012-6368 QUÉBEC INC.  
Avis est par les présentes donné que la faillite de : 9012-6368 QUÉBEC INC., corporation dûment constituée et ayant sa principale place d'affaires au 9250, Park Avenue, suite 316, Montréal, est survenue le 29<sup>e</sup> jour de mai 2002, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18<sup>e</sup> jour de juin 2002, à 10 h 00 de l'avant-midi, au bureau de Pierre Roy & Associés Inc., 579A, rue Notre-Dame, bureau 203, Repentigny (QC) J6A 7L4. Fait à Repentigny (Qc), ce 9<sup>e</sup> jour de juin 2002.  
PIERRE ROY & ASSOCIÉS INC. SYNDIC  
579-A, Notre-Dame, # 203 Repentigny (QC) J6A 7L4 Local : (450) 654-1441 Tél. : (450) 990-9285 Téléc. : (450) 654-6280

AVIS LÉGAUX & APPELS D'OFFRES • HEURES DE TOMBÉE  
Les réservations doivent être faites avant 16h00 pour publication deux (2) jours plus tard:  
Publications du lundi: Réservations avant 12h00 le vendredi  
Publications du mardi: Réservations avant 16h00 le vendredi  
Tél.: 985-3344 Fax: 985-3340  
Sur Internet: www.offres.ledevoir.com • Courriel: avisdev@ledevoir.com

Le Groupe FULLER LANDAU INC.  
AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE DES CRÉANCIERS (Paragraphe 102(4))  
Faillite UNIREX ZIPPER LTD. 3200, rue Sartelon St-Laurent (QC) H4R 1E3  
Ordonnance de séquestre rendue Le 30 mai 2002  
Date d'ouverture de la faillite Le 15 mai 2002  
Assemblée 18<sup>e</sup> jour de juin 2002, à 10h00, au 1010, rue de la Gauchetière Ouest, bureau 200, Montréal (Québec).  
FAIT À MONTRÉAL, ce 10 juin 2002.  
LE GROUPE FULLER LANDAU INC. Syndic  
Patrick Sullivan, CIRP, Administrateur désigné  
Bureau 200, Place du Canada 1010, rue de la Gauchetière Ouest Montréal (Québec) H3B 2N2  
Tél. : (514) 875-2865  
RSM

CANADA, PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL, COUR DU QUÉBEC (CIVILE), ANJOU 80, Partie demanderesse, AHMED FAUZI, Partie demanderesse, AVIS PUBLIC, PRENEZ AVIS qu'en vertu d'un bref d'exécution, les biens de AHMED FAUZI seront vendus par huissier, le 20 JUIN 2002 à 10h00 au 7360 des Ormeaux, app. 5, Anjou, Qc, conformément aussi bref. Lesdits biens consistent en 1 véhicule Samsung d'environ 21" et acc., 1 véhicule automobile Plymouth Voyager SE, noir, et acc., 1 lot de bibelots assortis et acc. Conditions: argent comptant ou chèque visé. Michel Di Fiore, H.J. District de Montréal. MACERA & ASSOCIÉS HUISSIERS DE JUSTICE 31, rue St-Jacques ouest, rez-de-chaussée Montréal, QC H2Y 1K9 Tél.: 514-848-0979 Fax: 514-848-7016.

SAQ  
APPEL D'OFFRES  
Numéro de dossier: SP-1141  
Projet: Solution d'impression laser à haut volume reliée à l'ordinateur central  
Des soumissions pour la fourniture et l'installation d'une solution d'impression laser à haut volume, reliée à l'ordinateur central seront reçues au plus tard à 10 h (heure locale), le 25 juin 2002 par la Société des alcools du Québec (SAQ).  
Le document complet d'appel d'offres est disponible du lundi au jeudi (inclusivement) de 8 h 30 à 12 h 30 et de 13 h 30 à 17 h ainsi que le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30, aux adresses suivantes :  
Siège social 905, avenue De Lorimier Montréal (Québec) — H2K 3V9  
Centre de distribution de Montréal 2021, rue Des Futailles Montréal (Québec) — H1N 3M7  
Centre de distribution de Québec 2900, rue Einstein Sainte-Foy (Québec) — G1X 4B3  
Un versement non remboursable de cinquante dollars (50 \$) est requis pour obtenir un document d'appel d'offres ainsi que pour chaque exemplaire supplémentaire. Ce montant est payable en argent comptant ou par chèque certifié fait à l'ordre de la Société des alcools du Québec. Le document complet d'appel d'offres est également disponible gratuitement par consultation sur place.  
Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant obtenu le document d'appel d'offres directement de la SAQ et ayant une place d'affaires au Québec sont admises à soumissionner.  
La SAQ ne s'engage à accepter ni la plus basse, ni aucune des soumissions reçues.

LE GROUPE Boudreau Richard  
33, rue St-Jacques 5<sup>e</sup> étage Montréal (Québec) H2Y 1K9  
Télé. : (514) 849-2100 Téléc. : (514) 849-9292  
INC. courriel: info@grbi.ca

LOI SUR LA FAILLITE ET L'INSOLVABILITÉ  
AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE (Article 102(4))  
Dans l'affaire de la faillite de :  
RICHARD VERVILLE, informaticien, demeurant au 203, rue Goyette, dans la ville et le district de Longueuil, dans la province de Québec, J4J 2X1.  
Avis est par les présentes donné que la faillite précitée a été déposée le 31<sup>e</sup> jour de mai 2002, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18 juin 2002 à 10 h 00, au bureau du Syndic situé au 33, rue St-Jacques, 5<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec).  
LE GROUPE BOUDREAU RICHARD INC. Syndic

AVIS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE (article 102(4) de la Loi)  
Dans l'affaire de la faillite de : 9012-6368 QUÉBEC INC.  
Avis est par les présentes donné que la faillite de : 9012-6368 QUÉBEC INC., corporation dûment constituée et ayant sa principale place d'affaires au 9250, Park Avenue, suite 316, Montréal, est survenue le 29<sup>e</sup> jour de mai 2002, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18<sup>e</sup> jour de juin 2002, à 10 h 00 de l'avant-midi, au bureau de Pierre Roy & Associés Inc., 579A, rue Notre-Dame, bureau 203, Repentigny (QC) J6A 7L4. Fait à Repentigny (Qc), ce 9<sup>e</sup> jour de juin 2002.  
PIERRE ROY & ASSOCIÉS INC. SYNDIC  
579-A, Notre-Dame, # 203 Repentigny (QC) J6A 7L4 Local : (450) 654-1441 Tél. : (450) 990-9285 Téléc. : (450) 654-6280

Appels d'offres  
Ville de Montréal  
Service de l'environnement, voirie et réseaux  
Des soumissions sont demandées et devront être reçues, avant 14h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention de la greffière, 275 rue Notre-Dame Est, bureau R-106, Montréal H2Y 1C6, pour:  
Soumission: 8786  
Construction et reconstruction, là où requis, d'un égout combiné et d'une conduite d'eau secondaire dans les rues Augustin-Frigon, André-Laurendeau, Gifford et dans la 8e Avenue (projetée) - Groupe 08 (Aménagement du site Angus 2002) - Arrondissement de Rosemont-La-Petite-Patrie.  
Date d'ouverture: 26 juin 2002  
Documents: Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 10 juin 2002 au Service: Environnement, voirie et réseaux, 700, rue Saint-Antoine Est, bureau 1.138, contre un paiement de 110 \$ non remboursable.  
Dépôt de garantie: 185 000 \$ Cautionnement.  
Soumission: 8787  
Construction d'un pavage et des trottoirs, deux côtés, sur la rue Saint-André, de la rue Notre-Dame à la rue Saint-Antoine (Bourg du Vieux) - Arrondissement de Ville-Marie.  
Date d'ouverture: 26 juin 2002  
Documents: Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 10 juin 2002 au Service: Environnement, voirie et réseaux, 700, rue Saint-Antoine Est, bureau 1.138, contre un paiement de 69 \$ non remboursable.  
Dépôt de garantie: 15 000 \$ Cautionnement.  
Soumission: 8788  
Réhabilitation de chaussées (Fondation en